



La Commune



Un danger pour la révolution

Venezuela : l'entrée dans le MERCOSUR

l'entrée du Venezuela dans le MERCOSUR, le 4 juillet 2006, s'est accompagnée d'une gigantesque propagande gouvernementale qui amène les travailleurs et les milieux populaires à se poser des questions : le chômage va-t-il finir ? Va-t-il y avoir des salaires dignes pour tous les Vénézuéliens ? Un plan massif de constructions de logements, d'écoles et d'hôpitaux ? L'État va-t-il promouvoir la Sécurité sociale intégrale et gratuite pour tous les Vénézuéliens ? Est-ce la voie pour aller rapidement vers l'indépendance nationale ? Pour tenter de répondre à ces questions, voyons ce qu'est vraiment le MERCOSUR.

Le MERCOSUR a été fondé le 26 mars 1991. Il regroupe le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay, et a été mis en place pour des entreprises multinationales comme Ford, Volkswagen, Général Motors, Fiat, Repsol YPF, Techint, les exportateurs de soja et autres aliments, les grandes banques et les puissances impérialistes.

Un marché commun du Sud

Cet accord a permis une division du travail consistant en une plus grande exploitation des travailleurs de ces pays par l'abaissement des coûts de production et la production d'énormes bénéfices pour les grands actionnaires, c'est-à-dire les multinationales. Il a développé la privatisation-destruction des services publics en permettant, comme en Argentine, l'entrée des capitaux des grands consortiums mondiaux.

Pendant ses quinze années d'existence, il a été démontré que les pays du MERCOSUR sont les associés minoritaires des grandes puissances, vivant des miettes que laissent tomber les multinationales et la Banque mondiale. C'est dire que la dynamique politique et économique du MERCOSUR est liée aux lois du capital et donc à la domination des impérialismes américain et européens et de tous leurs traités.

Lula et Kirchner, valets de l'impérialisme

Pour Washington, l'entrée du Venezuela dans le marché commun du Sud est importante, car il s'intègre ainsi dans un bloc régional dirigé par Lula et Kirchner, qui sont les représentants politiques de l'impérialisme en Amérique du Sud. Au-delà du profit commercial que signifie l'incorporation du pétrole et du gaz à bas prix venant du Venezuela, le plus important est l'influence politique que peut exercer l'impérialisme, se servant de Lula et Kirchner comme courroie de transmission sur Chávez. Ce fut notamment le cas lors de la nationalisation partielle en Bolivie, quand ils firent pression sur Chávez pour qu'il demande à Evo Morales de baisser le ton au sujet de la nationalisation des hydrocarbures - qui devait être totale et sans indemnisation -, protégeant ainsi les intérêts des multinationales du pétrole comme Repsol et Petrobras.

Ce serait une faute d'entretenir l'illusion que l'entrée du Venezuela dans le MERCOSUR allait transformer celui-ci en une alliance anti-impérialiste, alors que c'est un bloc créé pour les multinationales qui se combattent féroce pour le marché de l'automobile, du sucre, des poulets, du textile, de l'électroménager, des investissements.

Un but contre son camp

Plus qu'un but pour le Venezuela (comme le prétend la propagande officielle), avec l'intégration dans le MERCOSUR, c'est un but contre son camp que marque la star, le Président Chávez. Sur cette voie il n'y aura pas plus d'emplois, pas plus qu'il n'y aura de construction de logements, d'hôpitaux et d'écoles, pas plus que de meilleurs salaires et encore moins d'augmentation du bien-être social.

Ce qui est sûr, c'est que cela va aboutir à favoriser l'extraction de matières premières à bas prix, comme le gaz et le pétrole, profitant, par exemple, à Repsol, multinationale espagnole dont le défenseur est le Président argentin Kirchner.

Quelle autre politique ?

Pour aboutir à un front anti-impérialiste favorable aux les intérêts des travailleurs et des secteurs populaires, nous devons exiger du gouvernement Chávez qu'il reprenne l'Alliance Bolivarienne des Amériques (ALBA), en dehors des cadres impérialistes, pour :

- nationaliser complètement le pétrole, le fer, les banques et le commerce extérieur ;
- mettre en place un groupe des pays endettés pour l'annulation de la dette extérieure et l'utilisation de cet argent pour le bien-être ouvrier et social ;
- impulser une réforme agraire complète en expropriant les grands propriétaires terriens pour donner la terre à ceux qui la travaillent.

Il n'est pas vrai qu'en s'intégrant au MERCOSUR nous éviterons le harcèlement impérialiste : nous n'y arriverons que si nous rompons toute attache avec lui.

Mahecha Juan Raúl,

le 30 août 2006.

Modifié le mercredi 13 septembre 2006

Voir aussi dans la catégorie Venezuela



Contre l'interventionnisme et les menaces militaires impérialistes

Nous reproduisons des extraits du texte publié sur le site apporea.org par nos camarades vénézuéliens de Marea Socialista. >>



La crise au Venezuela atteint un niveau sans précédent

Contre la faim, la répression, la mort et la décadence sociale, le mécontentement se voit partout. Tous les jours, les mobilisations dans les rues sont énormes. Le phénomène n'a rien à voir... >>



Où va le Venezuela ?

Pour comprendre la situation et lever le voile sur les informations qui sont diffusées dans le monde, inutile d'écouter la coalition de droite (MUD) pro-impérialiste ni la version du président... >>



Au cœur du marasme, un pôle anticapitaliste de masse prend corps



Le Venezuela traverse une crise économique et politique majeure : le pays miné par la chute du cours du pétrole, dans la mesure où 90 % de ses revenus proviennent de la vente de l'or noir, a... »



L'Amérique latine et les défis de la gauche

L'Amérique latine entre dans une phase de changements, avec de nouveaux processus, de nouveaux gouvernements, l'échec de projets antérieurs et une nouvelle politique des USA vis à vis de la... »



Pour un nouveau pôle

Nous reproduisons ici un article paru dans le numéro 663 de la revue Alternativa Socialista, sur les derniers développements au Venezuela. »
